Fédération Française des Sociétés d'Assurances

Assurances de biens et de responsabilité

Enquête

Décembre 2008

L'assurance des catastrophes naturelles en 2007

Ce document est la propriété exclusive de la FFSA et est protégé par le droit d'auteur. La reproduction, la représentation et la diffusion de tout ou partie de ce document ne peuvent se faire, en dehors du périmètre de la société ou de l'organisme destinataire de ce document, qu'avec l'autorisation de la direction émettrice de la FFSA.

Sauf indications contraires, toutes les données présentées dans ce document ont pour origine les enquêtes statistiques de la FFSA dont la conception et la réalisation sont certifiées qualité (ISO 9001 : 2000)

FFSA / DESSI / Département études statistiques
assurances de biens et de responsabilité et réassurance
26, boulevard Haussmann - 75311 Paris Cedex 09
E-mail : statdom@ffsa http://www.ffsa.fr

P R E S E N T A T I O N

◆◆◆◆◆◆◆◆

Cette étude a été réalisée à partir des données recueillies dans l'enquête spécifique sur les catastrophes naturelles adressée aux sociétés membres de la FFSA et du GEMA, complétées par les informations provenant des états comptables réglementaires.

S O M M A I R E

CHIFFRES CLES ..... p. 2

PARTIE 1 : Données comptables ..... p. 3

1. Poids économique et évolution ..... p. 3
2. Résultats comptables ..... p. 4

PARTIE 2 : Analyse géographique sur la période 1982-2007 ..... p. 9

1. Evénements survenus en 2007 ..... p. 9
2. Analyse des communes sinistrées depuis 1982 ..... p. 12
3. Les inondations ..... p. 14
4. La sécheresse ..... p. 15
5. Résultats départementaux catastrophes naturelles cumulés 1988-2007 ..... p. 18

ANNEXES : ..... p. 23

1. Les résultats comptables et techniques ..... p. 25
2. Historique des fréquences des sinistres par catégories d'assurés ..... p. 31
3. Historique des fréquences pour les départements les plus sinistrés sur la période 1988-2007 ..... p. 32

CHIFFRES CLES

CATASTROPHES NATURELLES EN 2007

◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆

⇨ Données comptables

◆ Evolution des cotisations	+ 2,0 %
◆ Evolution de la charge des prestations (Tous exercices de survenance)	+ 79,0 %
◆ Solde du compte C1 (en % des cotisations)	9,9 %
◆ Solde du compte C1 (en millions d'euros)	134
◆ Evolution 2007/2006 du solde du compte C1 (En millions d'euros)	- 93
◆ Provisions d'égalisation des assureurs directs (en M€)	240
Provisions CCR (en M€)	*1 271*

⇨ Sinistralité

◆ Fréquence des sinistres	0,9 ‰
◆ S/P (vu en fin de première année)	46 %
◆ Evaluation du coût de la sécheresse *(vu fin 2007)*	4,1 milliards d'€

1ERE PARTIE : DONNEES COMPTABLES

Les données comptables étudiées dans cette première partie sont issues des états comptables C1, C10 et C11 de l'ACAM. Les résultats sont extrapolés sur la base de 100 % du marché national après réintégration des cotisations des succursales étrangères d'un pays membre de la CEE.

1. POIDS ECONOMIQUE ET EVOLUTION

Le montant des cotisations émises en 2007 au titre de l'assurance des catastrophes naturelles s'élève à 1348 millions d'euros, représentant 3,1 % des cotisations de l'ensemble des assurances de biens et de responsabilité.

- *Evolution des cotisations depuis 5 ans (primes nettes)*
  Source : Etats comptables C1

Année	Catastrophes naturelles	
	Cotisations* (en M€)	Variation (en %)
2003	1 242	+ 8,9
2004	1 292	+ 3,7
2005	1 323	+ 2,4
2006	1 322	- 0,2
2007(p)	**1 348**	**+ 2,0**

(p) provisoire

* *Depuis 1995, les chiffres donnés sont les chiffres officiels complétés par une estimation pour les succursales étrangères d'un pays membre de la CEE.*

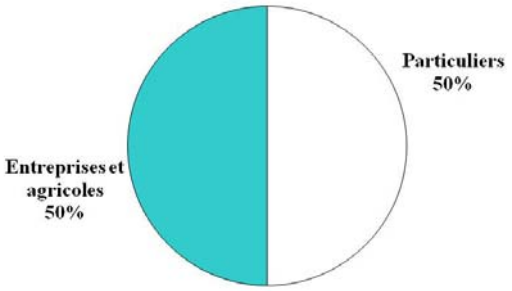
- *Répartition des cotisations selon la catégorie d'assurés*
  Source : états comptables C1

La cotisation catastrophes naturelles correspond à un taux uniforme de surprime de :

➪ 12 % sur l'assurance dommages aux biens des particuliers et des professionnels,

➪ 6 % sur les garanties vol et incendie d'un véhicule ou à défaut 0,5 % sur la garantie dommages en automobile,

son évolution dépend donc de celle de ces branches d'assurances.



2. RESULTATS COMPTABLES

Source : états comptables C1
Chiffres extrapolés à 100 % du marché national y compris succursales étrangères d'un pays de la CEE

2.1. Synthèse du compte de résultat technique

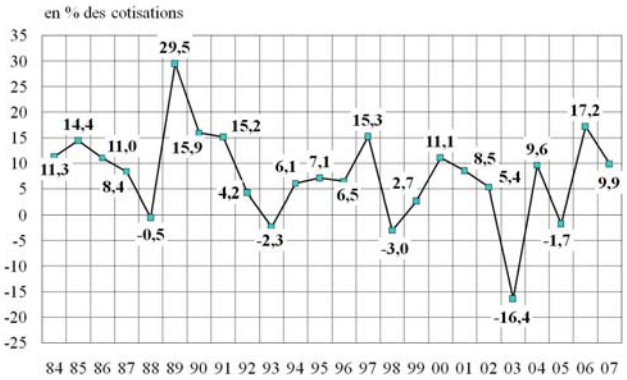
Poste	2006		2007(p)	
	M€	%	M€	%
● Primes nettes	1 322	100	1 348	100
● Dotations aux provisions de primes	- 1	- 0,1	- 7	- 0,5
● Produits financiers alloués	102	7,8	93	6,9
● Charge des Prestations*	386	29,2	690	51,2
⇨dont Sin. payés (nets de recours)*	494	37,4	630	46,8
⇨dont Dot. aux provisions pour sinistres	- 135	- 10,2	81	6,0
⇨dont Dot. aux provisions techniques	24	1,8	- 14	- 1,1
● Frais d'acquisition	135	10,2	143	10,6
● Frais d'administration	74	5,6	67	5,0
● Charge de la réassurance	591	44,7	391	29,0
➲ ***Résultat technique***	**227**	**17,2**	**134**	**9,9**

(*) Y compris les frais de gestion des sinistres *(p) Provisoire*

En 2007, le résultat du compte technique enregistre un bénéfice de 134 millions d'euros, correspondant à 9,9 % des cotisations de l'année.

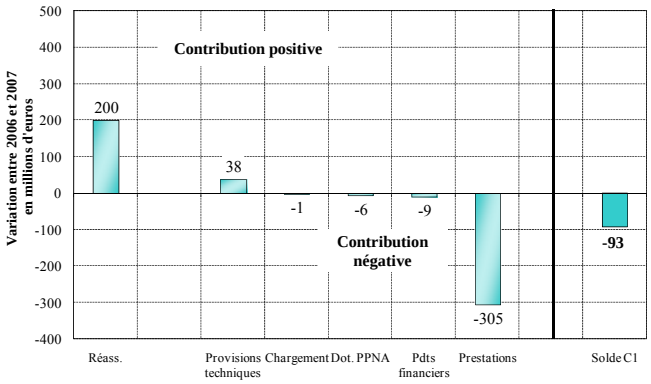
Après le haut niveau de résultat enregistré en 2006, celui de 2007 est proche de la moyenne des exercices précédents (7,7 %).

- *Evolution du solde d'exploitation depuis 1984 (en % des primes nettes)*



Le recul du résultat technique (7,3 points de primes) provient pour l'essentiel de la forte hausse (près de 80 %) de la charge des prestations en 2007 par rapport à 2006. Cette augmentation a pour corollaire la baisse de 200 M€ de la charge de la réassurance.

- *Contribution des différents postes du compte de résultat technique (en terme de différentiel en millions d'euros 2006-2007)*



2.2. La sinistralité

- *Evolution de la charge des sinistres*

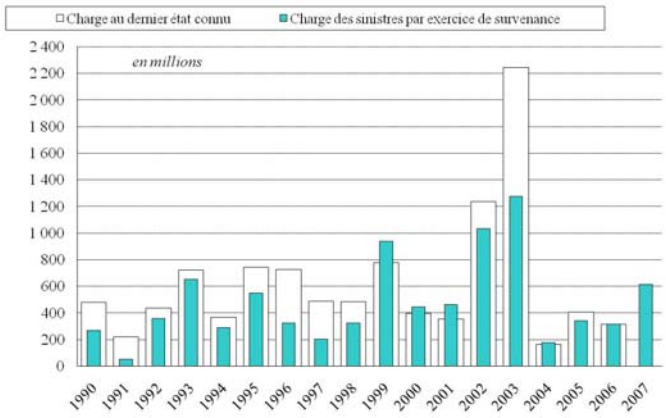
La charge de prestations des catastrophes naturelles s'élève à 690 millions d'euros en 2007. Cette charge se répartit en :

- 630 millions d'euros au titre des sinistres payés (nets de recours y compris frais de gestion de sinistres) ;
- 81 millions d'euros au titre des dotations aux provisions de sinistres ;
- - 14 millions d'euros au titre des dotations aux provisions d'égalisation (assimilées aux dotations aux provisions techniques).

La charge de prestations correspondant à l'exercice de survenance 2007 est évaluée quant à elle à 615 millions d'euros.

Le graphique ci-contre illustre l'évolution de la charge des sinistres depuis 1990 par exercice de survenance (charge vue au 1er inventaire et au dernier état connu).

On remarque l'impact des sinistres sécheresse sur les comptes des assureurs. Ainsi, pour les exercices 1990, 1996 et 1997, la charge des sinistres a plus que doublé entre le 1er inventaire et le dernier état connu, celle de 2003 a été réévaluée de plus de 60 %.

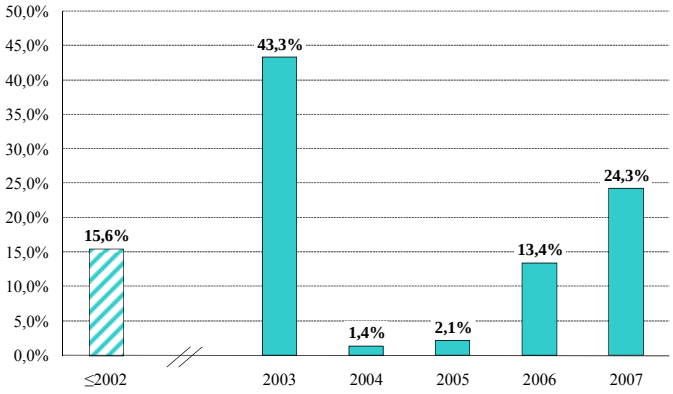


- *Répartition de la charge des sinistres payés*

Hors sinistres sécheresse, environ 90 % de la charge des sinistres catastrophes naturelles est liquidée en fin de 4ème année. Aussi, les flux correspondant aux exercices 2003 et antérieurs concernent–ils essentiellement la sécheresse, dont l'analyse est présentée en page 15.

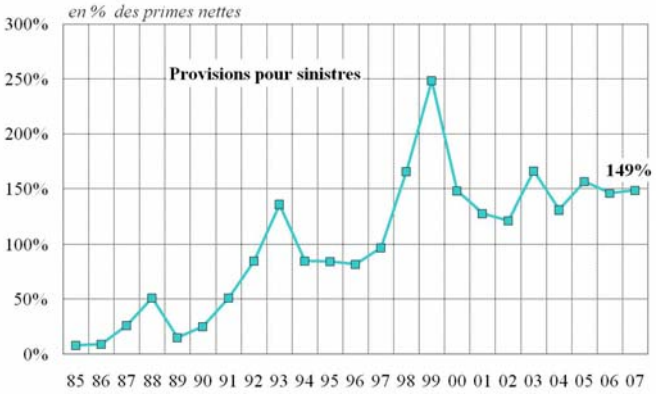
Plus de 40 % des paiements effectués en 2007 concernent des évènements survenus en 2003.

Sources Etats C11 provisoires



- *Evolution des provisions de sinistres (stock au 31/12 de l'année n en % des primes)*

En 2007, le stock de provisions pour sinistres s'établit à 2,0 Mds € en augmentation de 4,1 % par rapport à celui vu fin 2006. Il correspond à 1,5 fois le montant des primes nettes de l'année.



2.3. Liquidation de la charge des sinistres catastrophes naturelles

Nota : l'historique depuis 1984 de ces tableaux se trouve en annexe pp. 29 et 30.

- *Triangle des rapports sinistres à primes (en %)*
  Source : états comptables C10

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1ère année	96	111	15	30	27	46
2ème année	96	136	12	25	24	
3ème année	102	170	12	31		
4ème année	106	173	13			
5ème année	105	181				
6ème année	108					

Tous exercices confondus, les comptes 2007 enregistraient un mali de liquidation d'environ 80 M€ sur les exercices antérieurs (montant extrapolé à 100 % du marché national), trouvant son origine pour l'essentiel dans le développement des sinistres de subsidence survenus en 2005 et en 2003.

- *Part des paiements réalisés dans l'ensemble de la charge (au dernier état connu)*
  Source : états comptables C10

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1ère année	43	11	10	14	10	26
2ème année	77	48	45	39	39	
3ème année	80	48	56	36		
4ème année	84	57	59			
5ème année	89	67				
6ème année	91					
Coût global (derniers états connus en M€)	**1 235**	**2 245**	**165**	**405**	**315**	**615**

Deux facteurs influencent de façon essentielle la liquidation de la charge des sinistres :

- l'aspect plus ou moins tardif dans l'année des principales catastrophes naturelles (ex : les inondations de décembre 2003).
- la part des indemnités des sinistres liés à la sécheresse (exemple : l'exercice 2003).

2.4. Les provisions d'égalisation

- *Les provisions d'égalisation* (en M€)
  Source : états comptables C1 (autres provisions techniques à la clôture) et rapport annuel de la CCR

Le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs vu fin 2007 diminue de 5,9 % par rapport à 2006. Cette évolution apparaît toutefois très contrastée d'une société à l'autre.

En millions d'euros	2003	2004	2005	2006	**2007(p)**
Assureurs directs	314	291	310	255*	**240**
CCR	340	418	531	900	**1 271**

(p) provisoire

**Remarque : le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs s'inscrit en baisse alors que les dotations 2006 sont positives de 24 M€ (cf p. 4). Cette apparente contradiction est le fait d'une société importante qui a réaffecté son stock de provisions à la branche dommages aux biens des particuliers.*

2.5. La réassurance

- *Historique de la part des cotisations cédées aux réassureurs*
  Source : états comptables C1. Avertissement : les données ci-après ne sont pas corrigées des cessions intra-groupe.

La part des cotisations catastrophes naturelles cédées aux réassureurs augmente de 0,5 point en 2007 pour s'établir à 59,8 %.

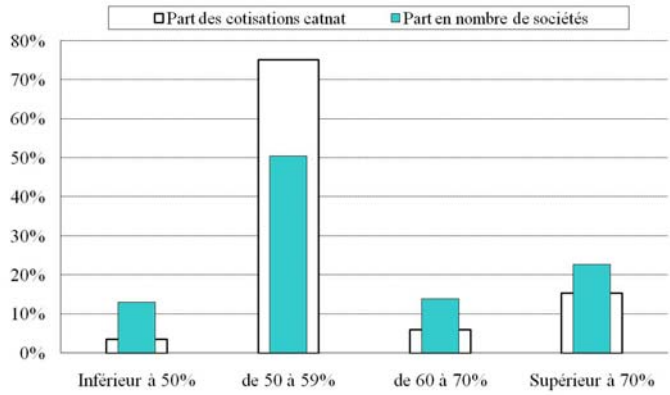
(en %)	2003	2004	2005	2006	**2007(p)**
Part des cotisations cédées aux réassureurs	62,3	61,4	58,0	59,3	**59,8**

(p) provisoire

- *Répartition des sociétés d'assurance en fonction de la part des cotisations cédées aux réassureurs en 2007*

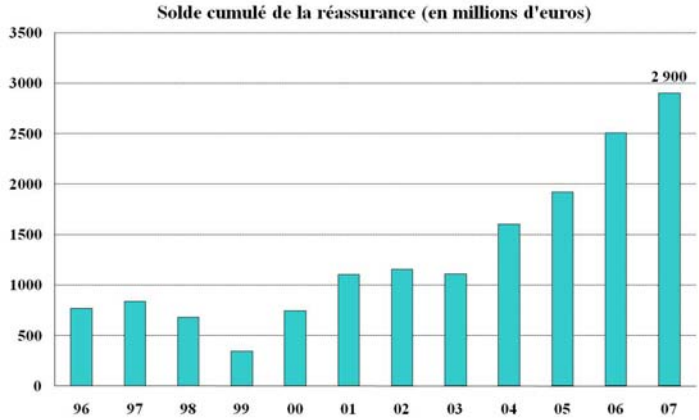
La moitié des sociétés cèdent entre 50 et 60 % de leurs primes catastrophes naturelles aux réassureurs.

Un quart des sociétés analysées cèdent plus de 70 % de leurs primes ; elles sont le plus souvent de taille modeste.

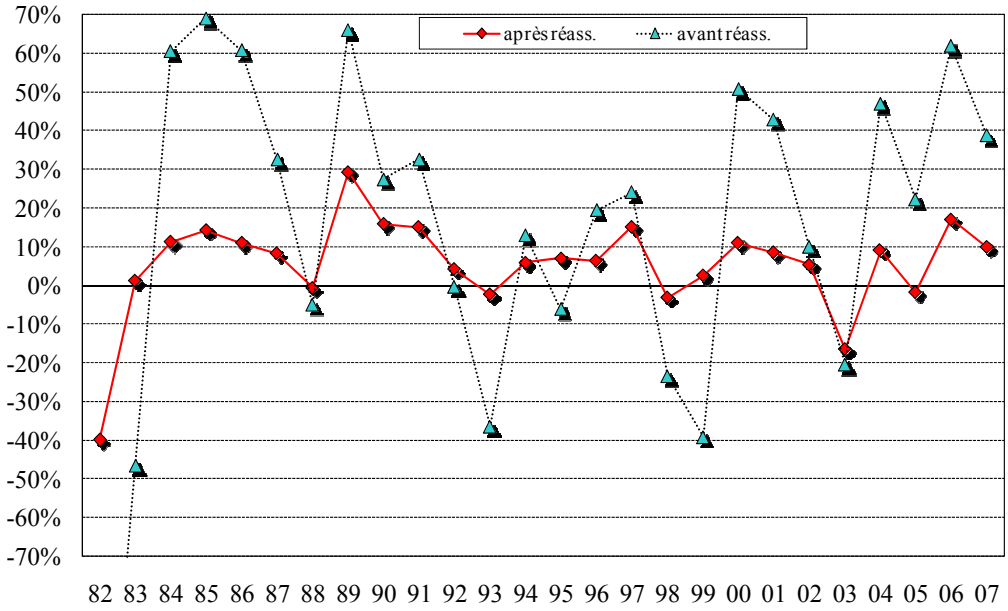


- *Evolution du solde cumulé de la réassurance*
  Source : états comptables C1

Après quatre années de faible sinistralité, le solde cumulé (primes cédées-charges) de la réassurance des catastrophes naturelles a augmenté de 1 792 M€, pour s'établir à 2,9 milliards d'euros, soit une hausse de 162 % en quatre ans.



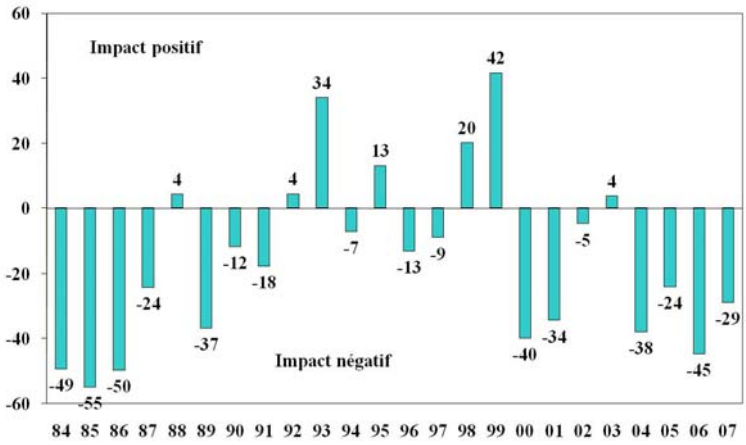
- *Impact de la réassurance sur le résultat technique*
  Source : états comptables C1



Le résultat technique est représenté ci-dessus en pourcentage des primes avant et après réassurance. L'effet lissant de la réassurance est bien visible.

- *Impact de la réassurance sur le ratio combiné comptable*
  Source : états comptables C1

L'impact de la réassurance est exprimé en différentiel de points sur le ratio combiné comptable.
Lecture : en 2003, la réassurance a permis d'améliorer de 4 points le ratio combiné comptable.



A la suite de la réforme du régime des catastrophes naturelles intervenue fin 1999, la charge de la réassurance s'est alourdie du fait de la forte augmentation du montant des primes cédées (+ 54 % entre 1999 et 2000) due au changement du taux de surprime, à laquelle s'est ajoutée la suppression des commissions reçues des réassureurs.

2EME PARTIE : ANALYSE GEOGRAPHIQUE SUR LA PERIODE 1982-2007

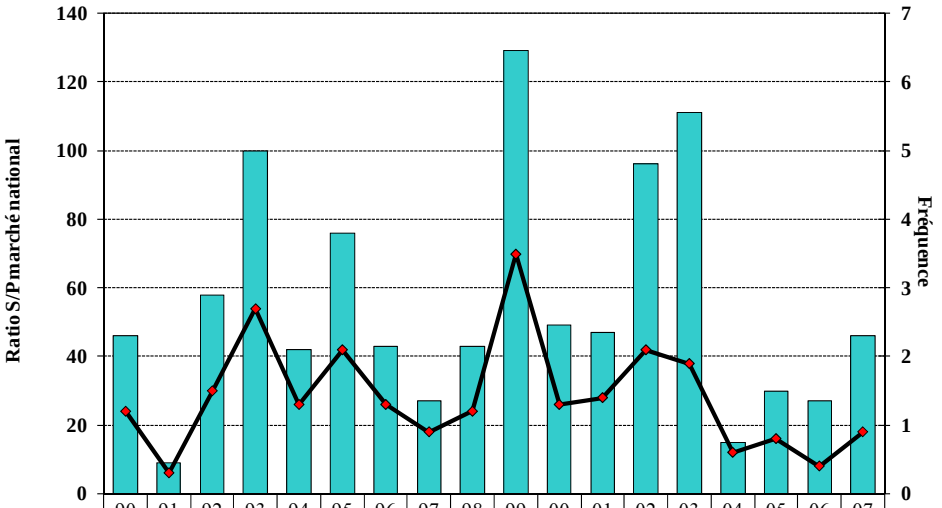
1. EVENEMENTS SURVENUS EN 2007

Les sociétés FFSA représentent environ 82 % des cotisations catastrophes naturelles nationales. 35 sociétés nous ont transmis leurs résultats, elles représentent les 2/3 des cotisations perçues par le marché national.

1.1. Historique du rapport sinistres à primes et de la fréquence depuis 1990 (vu en fin de 1ère année)

Nota : Le ratio S/P retenu provient des états comptables C10, la fréquence est celle de l'enquête FFSA.

La fréquence des sinistres catastrophes naturelles (au niveau France entière) s'établit à 0,9 ‰ en 2007, en augmentation de 0,5 point par rapport à l'exercice précédent.



	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07
S/P en %	46	9	58	100	42	76	43	27	43	129	49	47	96	111	15	30	27	46
Fréquence en ‰	1,2	0,3	1,5	2,7	1,3	2,1	1,3	0,9	1,2	3,5	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,4	0,9

Le ratio S/P s'établit quant à lui à 46 %, en hausse de 19 points par rapport à celui de 2006 (27 %). Cette augmentation du S/P est à attribuer principalement au cyclone Dean qui a frappé la Martinique au mois d'août 2007 et dont la dernière évaluation s'établit à 206 M€, soit un tiers de la charge des sinistres de l'exercice. A contrario, l'année 2007 est restée très favorable en terme de sinistralité pour la France métropolitaine.

1.2. Sinistres par type d'événement (exercice de survenance vu en fin de 1ère année)

- *Fréquence et coût moyen des sinistres catastrophes naturelles*

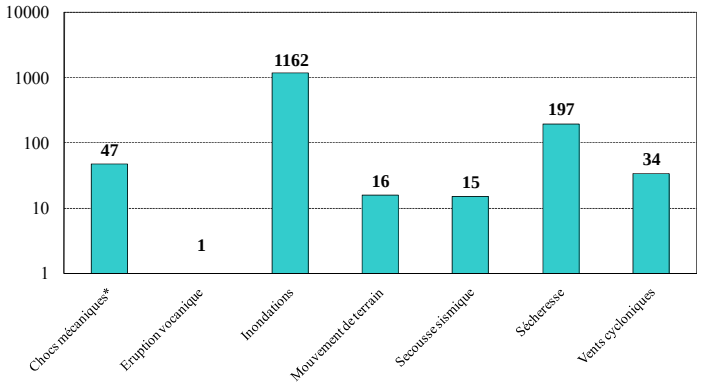
	Fréquence des sinistres (en ‰)					Sinistre moyen (en milliers d'euros)				
	2003	2004	2005	2006	**2007**	2003	2004	2005	2006	**2007**
Inondations	1,5	nd	0,7	0,3	**0,3**	11,8	3,2	4,6	11,8	**7,0**
Autres	0,4	nd	0,1	0,1	**0,6**	6,2	7,5	6,8	6,2	**6,1**
Ensemble	1,9	0,6	0,8	0,4	**0,9**	10,4	6,4	6,0	11,5	**6,8**

nd : non disponible

- *Nombre de communes sinistrées en fonction de la nature du péril ayant débuté en 2007 (fichier arrêté au 04/12/2008)*

Bien que les inondations restent le péril majoritaire (79 % des communes sinistrées), l'année 2007 se caractérise par une occurrence d'événements d'une autre nature plus importante que les années précédentes.

**chocs mécaniques liés à l'action des vagues*



1.3. Résultats par catégorie d'assurés

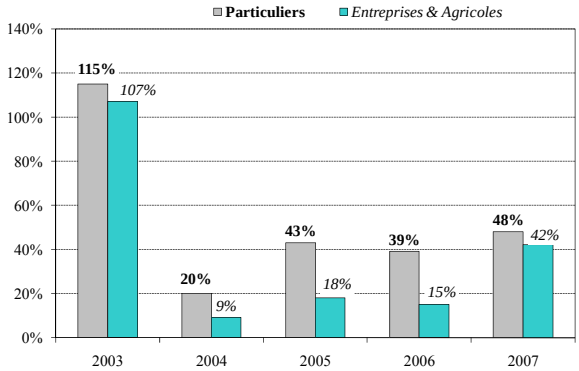
- *Fréquence et sinistre moyen vus en fin de première année*

	Fréquence des sinistres (en ‰)					Sinistre moyen (en milliers d'euros)				
	2003	2004	2005	2006	**2007**	2003	2004	2005	2006	**2007**
Particuliers	1,9	0,6	0,8	0,5	**0,9**	6,5	6,3	5,3	7,6	**5,2**
dont inondations	*1,5*	*nd*	*0,7*	*0,3*	***0,3***	*7,7*	*2,7*	*3,4*	*4,3*	***5,4***
Entreprises et Agricoles	2,2	0,5	0,7	0,2	**0,8**	27,3	8,4	13,0	20,1	**20,2**

nd : non disponible

- *Ratios S/P (en %) vus en fin de première année*

Sur l'ensemble de l'exercice 2007 le ratio S/P s'établit à 46 %. Le graphique ci-contre illustre les différences entre les catégories d'assurés.

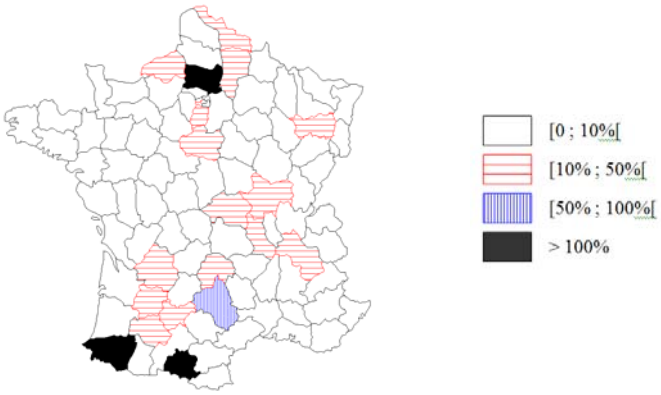


1.4. Résultats géographiques

- *Rapport S/P par département en 2007*

Avertissement : les sociétés ayant ventilé leurs résultats par départements totalisent 42 % des cotisations et présentent un rapport S/P inférieur à la moyenne nationale du fait de l'absence du cyclone Dean dans les résultats de la France métropolitaine.

En 2007, le rapport S/P maximum en métropole s'établit à 230 % pour le département des Pyrénées-Atlantiques, suite aux inondations qui ont touché le pays basque au mois de mai.



1.5. Distribution des sinistres selon leur coût individuel

Coût individuel (en K€)	% des dossiers				% sur l'ensemble des indemnités			
	2004	2005	2006	**2007**	2004	2005	2006	**2007**
- de 1,5	36,7	39,2	30,5	**40,2**	2,0	3,1	2,0	**4,0**
1,5 à 15	55,9	55,0	61,7	**52,3**	47,2	52,4	28,9	**34,5**
15 à 75	6,3	5,0	6,4	**6,3**	24,1	25,7	23,2	**28,6**
75 à 150	0,9	0,6	0,7	**0,8**	10,7	10,3	8,7	**11,9**
150 et +	0,2	0,2	0,7	**0,4**	16,0	8,5	37,2	**21,0**
Total	100	100	100	**100**	100	100	100	**100**

Les montants et pourcentages ci-dessus sont exprimés par exercice de survenance.

1.6. Les modulations de franchise

La récurrence d'événements affectant une même commune a conduit les pouvoirs publics à mettre en place des plans de prévention (PPR). L'absence de PPR conduisant en cas de nouvelle catastrophe à une modulation de la franchise.

L'article A125-1 énonce que, dans une commune non dotée d'un PPR pour le risque faisant l'objet d'un arrêté catastrophes naturelles, la franchise est modulée en fonction du nombre d'arrêtés intervenus pour le même risque et comptabilisés sur les 5 ans précédant la date de la nouvelle constatation (hors tempête 1999).
Les articles A 125-1 et A 125-2 du Code reprennent le principe de la modulation suivant :

- 1er et 2ème arrêté : application de la franchise ;
- 3ème arrêté : doublement de la franchise ;
- 4ème arrêté : triplement de la franchise ;
- 5ème arrêté et suivants : quadruplement de la franchise.

La modulation ne s'applique pas si un PPR est approuvé. Le délai d'approbation du PPR est de 4 ans (arrêté du 4 août 2003) à compter de la date de prise de l'arrêté prescrivant le Plan (si le PPR n'est pas approuvé pendant ce délai, le principe de la modulation des franchises s'applique alors).

Le tableau suivant montre la répartition du nombre de communes en fonction de la modulation de franchise maximum appliquée pour les événements inondation et sécheresse ayant débuté au cours des années 2005 et 2007.

Franchise applicable	Nombre de communes			
	Inondation		Sécheresse	
	Vu fin 2006	Vu fin 2007	Vu fin 2006	Vu fin 2007
Doublée	516	527	79	169
Triplée	173	175	32	88
Quadruplée	45	44	8	40

Fichier arrêté le 4 décembre 2008

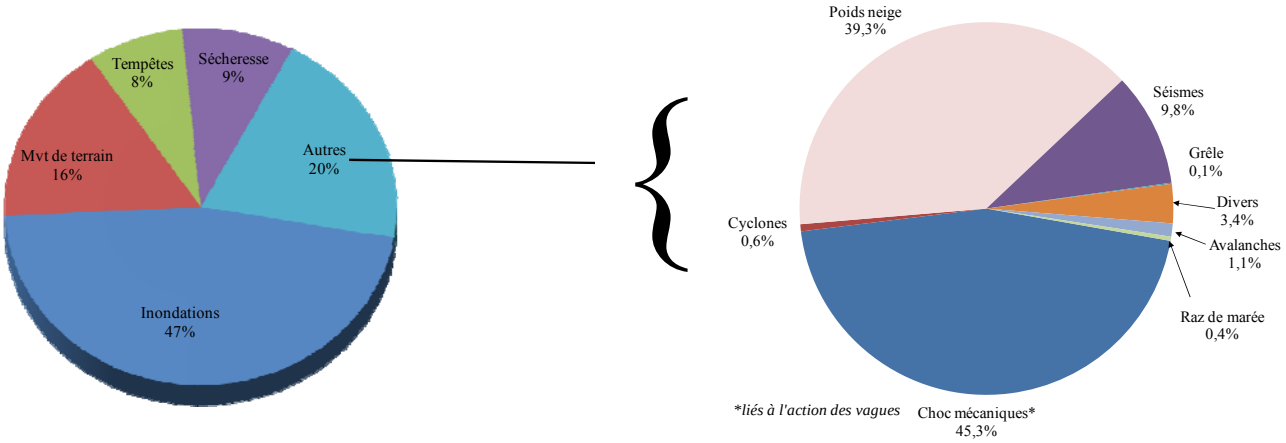
2. ANALYSE DES COMMUNES SINISTREES DEPUIS 1982

Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 04/12/2008

- *Répartition des communes sinistrées par type de périls (cumul 1982-2007)*

Nota : une commune sinistrée est comptée une seule fois par année, mais elle peut être sinistrée plusieurs années et sera donc comptée plusieurs fois.

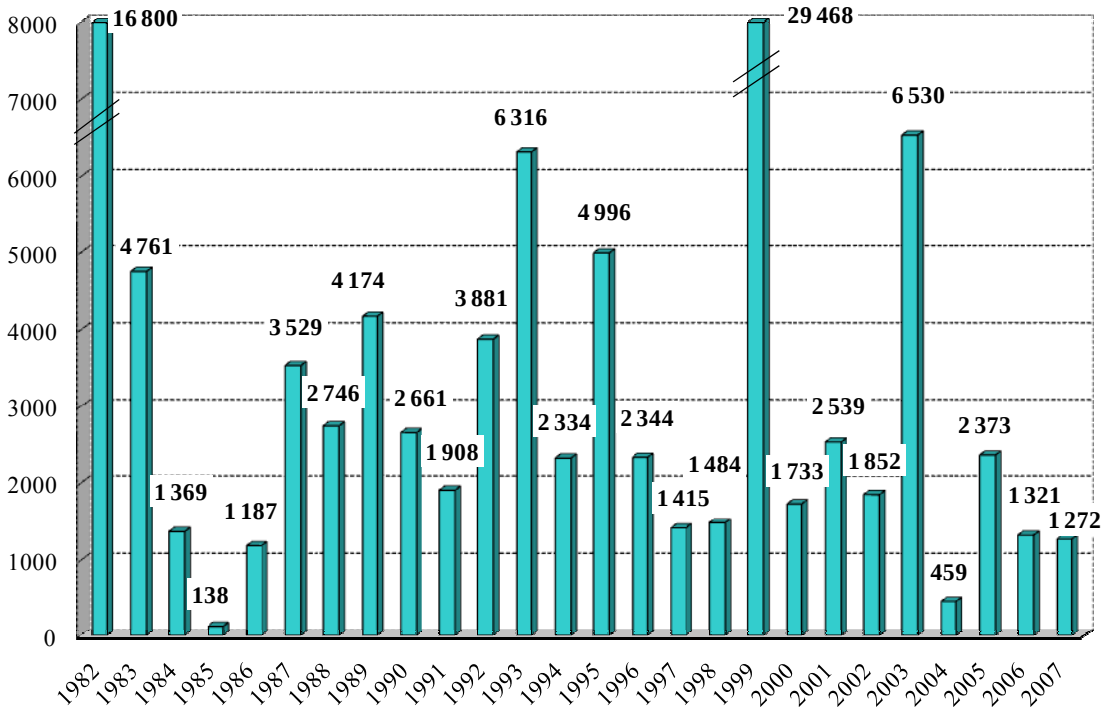
- *Ventilation des autres périls*



En ne comptabilisant les communes qu'une seule fois sur toute la période 1982-2007, 63 % des arrêtés publiés concerne des inondations.

- *Evolution du nombre de communes sinistrées par année de début de l'événement depuis 1982*

Au total, sur les 36 783 communes que comptabilise la France, 98 % d'entre elles ont fait l'objet d'au moins un arrêté catastrophes naturelles depuis 1982.



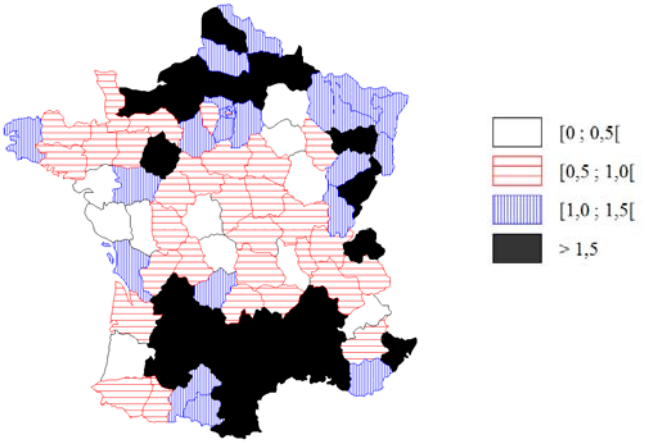
Depuis 1982, l'ensemble des arrêtés catastrophes naturelles totalise 109 590 communes (tous types de périls répertoriés).

2.1. Fréquence des sinistres sur la période 1988-2007

Nous avons récapitulé ci-dessous les résultats cumulés sur l'ensemble de la période 1988-2007, il s'agit de statistiques observées en fin de 1ère année.

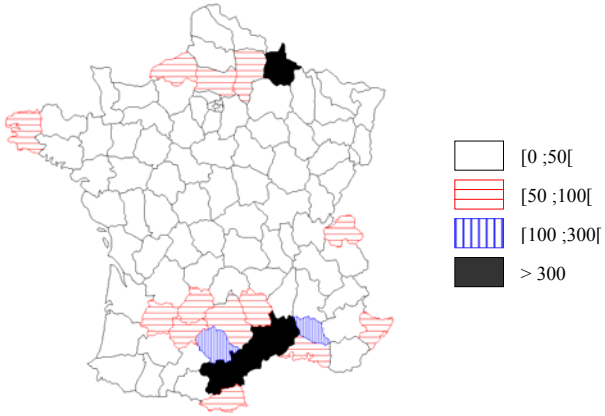
- *Fréquence des sinistres 88-07*

Sur la période considérée, les trois départements enregistrant les fréquences les plus élevées sont : l'Hérault (9,5 ‰), le Gard (9,0 ‰) et les Ardennes (7,0 ‰).

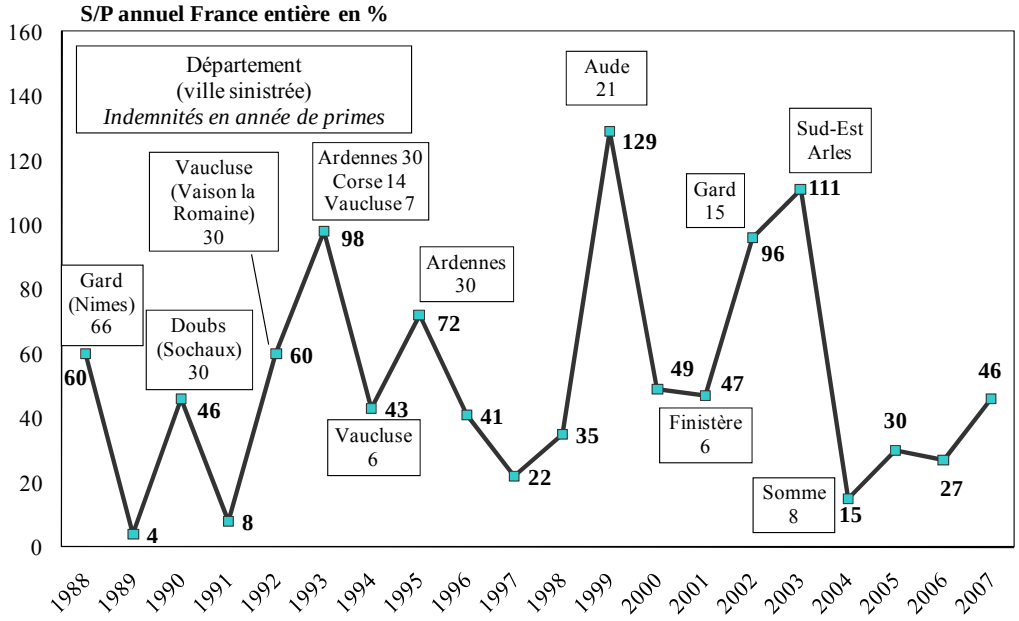


2.2. Rapport S/P sur la période 1988-2007

Sur la période 1988-2007, quatre départements enregistrent un S/P supérieur à 300 % : le Gard, l'Hérault, les Ardennes et l'Aude et trois autres départements ont un S/P compris entre 100 et 300 % : le Vaucluse, la Corse et le Tarn.



2.3. Comparaison par rapport aux principaux événements sur la période 1988-2007



Lecture : Les inondations de Nîmes en 1988 représentent 66 années de primes collectées dans le département du Gard. Le S/P national en 1988 s'établit à 60 %.

3. LES INONDATIONS

3.1. Principaux événements naturels depuis 1988

- *En France*
  Sources : Enquête FFSA et CCR

Date Année/Mois	Localisation	Causes	Coût (1) pour les assureurs (en millions d'euros constant)	Nombre (2) de communes sinistrées en inondation dans l'année
1988/octobre	Nîmes	Inondations	545	2 706
1990/février	France	Inondations & tempêtes	321	2 295
1992/septembre	Vaison	Inondations	399	2 418
1993/septembre	Sud	Inondations	500	5 660
93/dec-94/janv	France	Inondations	410	
1994/novembre	Nice et Sud-Est	Inondations	194	2 120
1995/janv-fév.	Nord, Est et Ouest	Inondations	577	4 611
1995/août-sept.	DOM-TOM	Cyclones/Inondations	179	
1996/juillet	Annecy	Séisme	90	1 411
1996/décembre	Sud-Ouest	Inondations	109	
1997/juin	Normandie	Inondations	90	1 066
1999/novembre	Sud (Aude)	Inondations	385	28 861
1999/décembre	France	Inondations & tempêtes	385	
2000/décembre	Bretagne	Inondations	90	1 628
2000/novembre	Marseille	Inondations	104	
2001/avril	Somme	Inondations	63	2 373
2002/janvier	Réunion	Cyclone	113-127	1 181
2002/septembre	Sud-Est (Gard)	Inondations	870	
2003/décembre	Sud-Est	Inondations	805	2 308
2005/septembre	Sud (Gard-Hérault)	Inondations	95	842
2007/août	Martinique	Cyclone Dean	206	1 079

(1) Actualisation par l'indice FFB.

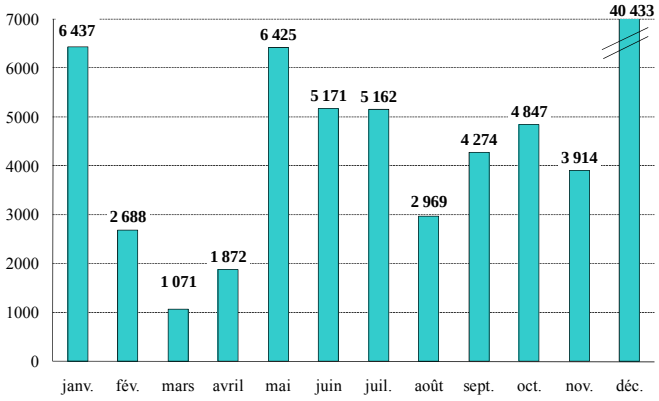
(2) Situation au 04/12/2008. Une commune sera comptabilisée une seule fois si elle a fait l'objet de plusieurs arrêtés dans l'année.

3.2. Répartition du nombre de communes

- *Répartition du nombre de communes sinistrées en inondation selon le mois de début de l'événement (cumul 1982-2007)*

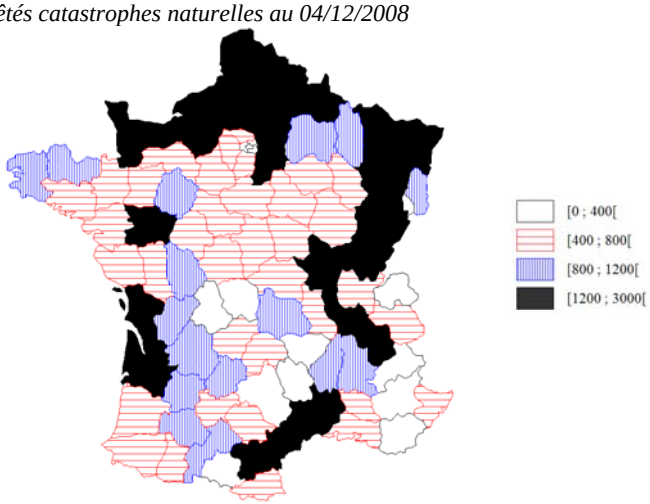
Les mois de décembre et janvier concentrent 55 % du nombre de communes sinistrées. La forte sinistralité observée au mois de décembre est due essentiellement aux années 1982 et 1999 (nombreuses inondations consécutives aux tempêtes), avec respectivement 6 122 et 27 989 communes sinistrées en inondation au cours du dernier mois de ces années.

A l'opposé, les mois de mars et avril ont été jusqu'à présent relativement épargnés par les inondations, regroupant 5,3 % des communes sinistrées.



- *Répartition géographique du nombre de communes sinistrées par une inondation de 1982 à 2007*
  Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 04/12/2008

Les communes du Nord, Nord-Est et Sud de la France apparaissent les plus exposées à ce risque depuis 26 ans.



4. LA SECHERESSE

4.1. Données chiffrées

Un questionnaire spécifique permettant d'évaluer l'impact de la sécheresse dans le régime catastrophes naturelles est intégré à l'enquête effectuée par la FFSA. Une vingtaine de sociétés ont répondu (totalement ou en partie), elles représentent 54 % des cotisations émises au titre des catastrophes naturelles (marché national).

Nota : les évaluations effectuées ci-dessous reposent sur le nombre et le coût (paiements et provisions) des sinistres connus ; elles n'intègrent donc pas d'estimation concernant les IBNR.

- *Répartition des sinistres et du coût de la sécheresse par année de survenance vue à fin 2007*

	1ère vague						2ème vague								3ème vague		
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004, 2005, 2006 et 2007	Ensemble
Nbre total de sinistres connus (en milliers)	12,5	36,8	24,5	23,0	23,0	8,6	18,0	37,7	32,2	44,1	12,2	6,0	3,5	24,0	138	0	444,1
Coût de la sécheresse à fin 2007 (en M€)	230	355	250	180	190	70	130	360	280	320	110	60	30	230	1 305	0	4 100

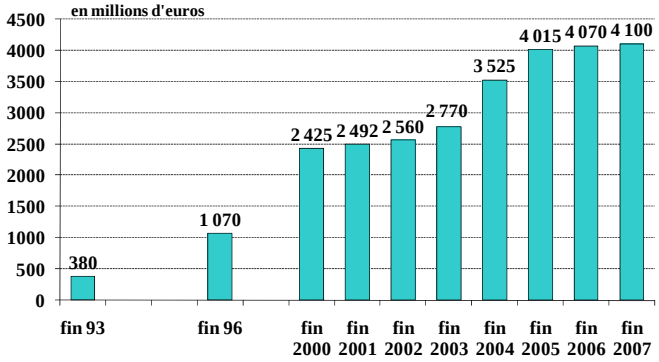
Par rapport à l'évaluation précédente, seule la charge imputable à des sinistres sécheresse sur 2003 a été réévaluée de 30 millions d'euros fin 2007.

Attention : pour les années 2004 à 2007, l'estimation de la sécheresse est nulle car aucun arrêté concernant des sinistres sécheresse ayant débuté ces années-là n'est paru avant fin 2007. Cependant, vu au 4 décembre 2008, 2 860 arrêtés sécheresse supplémentaires sur des sinistres concernant les exercices 2004, 2005, 2006 et 2007 sont parus en 2008(cf graphiques p 16).

- *Evaluation du coût de la sécheresse entre fin 1993 et fin 2007*

L'alourdissement du coût de la sécheresse est de 30 millions d'euros en 2007 (après 55 M€ en 2006), ce qui porte le coût total à 4,1 milliards d'euros à la fin 2007.

Le coût moyen des sinistres concernés est de l'ordre de 9 200 euros (tous exercices confondus).



Ainsi, à la fin 2007, 32 % des indemnités catastrophes naturelles (paiements et provisions) depuis 1982 concernent des sinistres sécheresse (contre 12 % vu fin 1993).

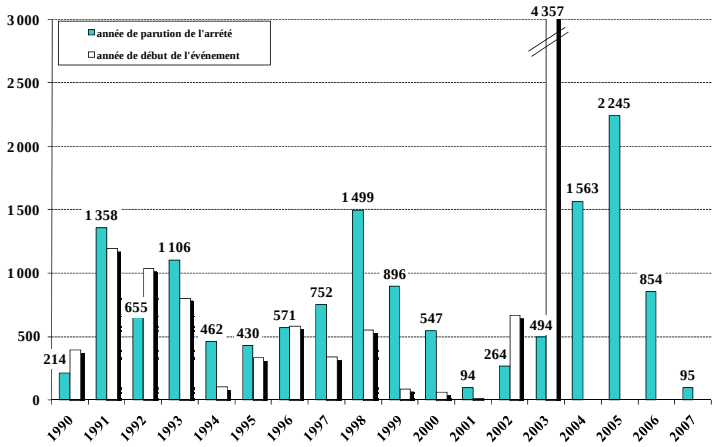
La partie suivante fournit des éléments qualitatifs concernant la sécheresse, issus des arrêtés catastrophes naturelles.

4.2. Les arrêtés sécheresse

Source : Journal Officiel – Arrêtés catastrophes naturelles

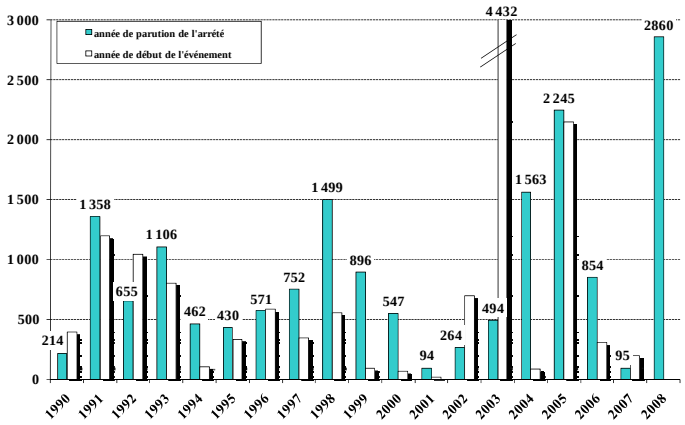
- *Répartition des communes sinistrées selon la date de l'arrêté vu à fin 2007*

Le graphique ci-contre met en évidence les trois vagues de sécheresse, même si un décalage parfois important existe entre la date de publication de l'arrêté et celle correspondant à la survenance du sinistre.



- *Répartition des communes sinistrées selon la date de l'arrêté vu au 04/12/2008*

Si à fin 2007, aucun arrêté sécheresse ne concernait les exercices 2004 à 2007 (cf. graphique précédent), en 2008, 2 860 nouveaux arrêtés ont été publiés, les trois quarts d'entre eux se rapportant à une survenance 2005.



- *Analyse des communes sinistrées*

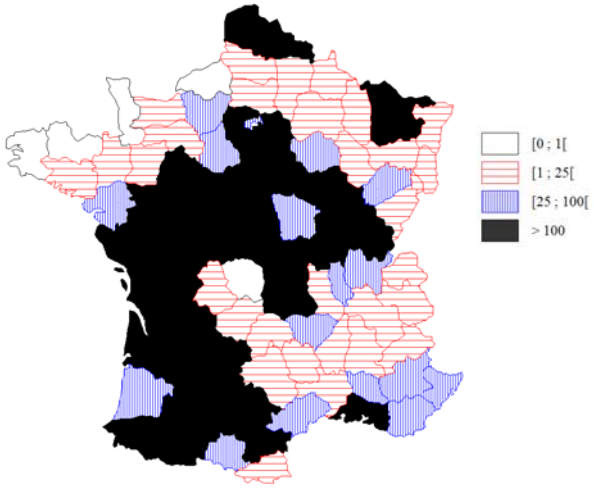
De 1988 à fin décembre 2007, 14 099 arrêtés catastrophes naturelles par communes liés à la sécheresse sont dénombrés. Certaines communes ont été touchées plus d'une fois, ce qui ramène à 7 233 le nombre de communes différentes sinistrées. On remarque que 445 d'entre elles ont été touchées 5 fois ou plus.

Nombre de fois touchées	Répartition (en %)
1	54,5
2	19,4
3	13,2
4	6,8
5 et +	6,1
Nbre de communes sinistrées	7 233

Lecture : 19,4 % des communes sinistrées sécheresse ont été touchées 2 fois exactement.

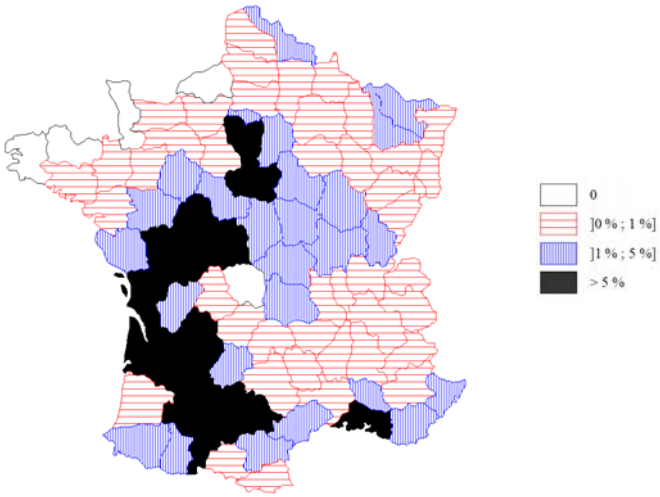
- *Répartition en nombre des communes sinistrées par département depuis 1988*

La moitié ouest de la France (à l'exception de la Bretagne) a été la plus exposée aux effets de la sécheresse. Une corrélation étroite s'observe entre la répartition des zones sinistrées et la présence à faible profondeur de formations argileuses riches en minéraux gonflants qui présentent de fortes variations de volume en cas de modification de la teneur en eau.



- *Fréquence* de la sécheresse par département*

Le Gers et la Haute-Garonne concentrent une très grande proportion de communes sinistrées par la sécheresse.



**La fréquence présentée ici est le rapport, pour chaque département, du nombre de communes touchées par un arrêté sécheresse de 1988 à 2007 (20 années) sur 20 fois le nombre de communes du département répertoriées.*

5. RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2007

Nota : les coût moyens sont en euros 2007, actualisés par l'indice FFB. CM MAX*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
01	AIN	0,6	11,3	28,5	4,8	5,8	11,5
02	AISNE	1,5	10,3	74,9	11,2	6,9	17,7
03	ALLIER	0,6	5,1	15,4	3,8	4,5	3,1
04	ALPES (HTE PROVENCE)	0,6	8,2	33,9	8,4	4,8	12,6
05	ALPES (HAUTES)	0,3	9,6	12,9	6,7	7,3	13,1
06	ALPES MARITIMES	1,5	11,9	57,7	9,6	7,7	7,1
07	ARDECHE	1,2	7,4	41,2	6,1	3,8	18,1
08	ARDENNES	7,0	15,6	422,0	9,0	17,9	14,2
09	ARIEGE	0,9	7,6	25,7	11,5	5,0	13,4
10	AUBE	0,2	5,3	3,2	3,9	12,8	4,8
11	AUDE	5,3	11,5	349,2	9,8	6,5	14,7
12	AVEYRON	1,1	10,5	62,4	5,0	7,5	20,2
13	BOUCHES DU RHONE	2,1	10,4	81,4	6,4	8,2	12,1
14	CALVADOS	1,1	7,8	34,5	6,9	4,8	8,2
15	CANTAL	0,5	5,9	11,4	4,3	3,4	6,4
16	CHARENTE	0,5	6,0	4,9	5,0	4,3	6,3
17	CHARENTE MARITIME	0,7	8,2	14,4	5,9	5,7	13,1
18	CHER	0,6	4,0	5,8	3,7	1,4	5,5
19	CORREZE	1,3	12,2	42,7	13,2	3,8	14,0
20	CORSE (Hte Corse et Corse du Sud)	2,7	16,0	138,6	11,6	18,9	19,1
21	COTE D'OR	0,3	4,5	4,4	3,1	4,6	4,1
22	COTES D'ARMOR	0,4	4,4	9,8	4,4	6,5	3,1
23	CREUSE	0,1	3,6	1,5	4,1	2,2	2,9
24	DORDOGNE	2,0	4,7	31,8	6,5	3,9	1,3

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2007

Nota : les coûts moyens sont en euros 2007, actualisés par l'indice FFB,
CM MAX*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
25	DOUBS	1.5	15.5	47.2	5.1	7.3	25.3
26	DROME	1.6	8.7	49.6	6.1	3.6	6.8
27	EURE	1.3	5.1	25.7	5.0	3.7	4.1
28	EURE ET LOIR	0.7	5.9	15.3	5.9	4.5	5.9
29	FINISTERE	0.9	13.7	53.9	9.5	6.8	25.6
30	GARD	9.0	13.6	591.0	7.9	11.1	19.4
31	GARONNE (HAUTE)	0.8	8.2	29.0	11.7	7.2	6.1
32	GERS	1.1	5.0	33.6	4.4	6.2	4.6
33	GIRONDE	0.7	8.7	21.4	9.1	6.1	10.9
34	HERAULT	9.5	10.6	422.2	4.4	4.6	13.0
35	ILLE ET VILAINE	0.5	8.7	14.1	6.8	5.0	9.8
36	INDRE	0.3	4.4	5.5	4.0	4.8	2.4
37	INDRE ET LOIRE	0.4	5.5	8.4	4.0	6.7	4.3
38	ISERE	0.7	10.4	25.3	8.2	8.8	17.1
39	JURA	0.7	5.6	12.2	4.7	2.6	4.6
40	LANDES	0.2	4.2	4.1	3.3	3.4	4.4
41	LOIR ET CHER	0.6	4.5	10.8	3.4	6.5	5.1
42	LOIRE	0.3	6.6	8.3	4.2	4.9	7.0
43	LOIRE (HAUTE)	0.5	9.6	25.4	4.0	5.6	15.4
44	LOIRE ATLANTIQUE	0.2	16.6	10.6	3.8	5.5	21.3
45	LOIRET	0.3	3.5	7.1	5.1	2.5	3.3
46	LOT	1.6	8.9	50.7	6.5	3.2	1.0
47	LOT ET GARONNE	2.4	5.4	50.7	8.2	2.9	2.0
48	LOZERE	1.9	11.1	95.1	6.8	5.8	12.4

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2007

Nota : les coûts moyens sont en euros 2007, actualisés par l'indice FFB,
CM MAX*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
49	MAINE ET LOIRE	0,7	7,4	18,5	7,0	12,5	9,1
50	MANCHE	0,5	5,1	10,1	4,3	4,1	6,7
51	MARNE	0,5	6,3	10,6	5,4	3,5	4,9
52	MARNE (HAUTE)	0,5	5,3	13,5	6,1	15,0	5,5
53	MAYENNE	0,4	5,2	6,1	3,6	9,3	4,8
54	MEURTHE ET MOSELLE	1,0	5,4	8,0	3,8	7,5	2,8
55	MEUSE	1,2	4,4	18,4	2,6	7,6	3,0
56	MORBIHAN	0,5	5,3	12,9	4,8	4,7	5,6
57	MOSELLE	0,8	7,3	5,7	4,7	4,5	13,8
58	NIEVRE	0,5	5,1	12,1	4,0	3,3	4,2
59	NORD	0,8	5,5	15,5	3,9	7,3	3,9
60	OISE	1,4	10,5	62,3	11,1	10,6	28,0
61	ORNE	0,4	10,5	8,8	3,8	4,9	3,7
62	PAS DE CALAIS	1,3	6,0	28,8	4,7	8,7	6,1
63	PUY DE DOME	0,6	6,1	21,3	5,7	7,0	7,4
64	PYRENEES ATLANTIQUES	0,7	9,5	32,9	7,2	8,1	15,8
65	PYRENEES (HAUTES)	0,4	5,1	10,6	5,4	6,3	5,7
66	PYRENEES ORIENTALES	1,9	7,3	77,4	5,0	5,8	5,9
67	RHIN (BAS)	0,7	4,7	2,3	3,5	2,4	5,2
68	RHIN (HAUT)	0,7	6,0	3,6	5,3	4,0	6,4
69	RHONE	0,6	9,3	13,8	5,8	6,0	10,0
70	SAONE (HAUTE)	1,0	7,5	15,5	4,1	2,9	3,1
71	SAONE ET LOIRE	0,6	5,3	12,5	4,7	3,4	4,6
72	SARTHE	0,9	7,1	21,8	6,7	8,7	7,9

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 – 2007

Nota : les coûts moyens sont en euros 2007, actualisés par l'indice FFB,
CM MAX*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
73	SAVOIE	0,5	7,9	16,6	5,8	9,0	6,9
74	SAVOIE (HAUTE)	2,5	6,3	58,6	7,1	4,6	5,4
75	PARIS	0,6	12,0	8,1	7,1	15,5	12,1
76	SEINE MARITIME	1,6	8,0	55,3	6,2	8,4	8,1
77	SEINE ET MARNE	0,8	8,2	16,3	4,1	7,1	6,8
78	YVELINES	0,5	8,3	9,3	5,9	10,0	8,0
79	SEVRES (DEUX)	0,4	5,6	2,1	3,1	2,1	2,3
80	SOMME	1,3	8,6	40,6	7,1	4,1	11,4
81	TARN	2,2	13,8	108,7	6,3	5,9	19,9
82	TARN ET GARONNE	2,1	8,7	90,2	9,2	6,7	15,4
83	VAR	0,7	5,7	19,9	4,9	6,5	7,1
84	VAUCLUSE	3,5	13,1	204,5	9,0	12,7	20,7
85	VENDEE	0,2	4,3	2,2	3,1	6,3	3,8
86	VIENNE	0,7	4,5	5,3	3,0	8,7	4,5
87	VIENNE (HAUTE)	0,4	14,9	21,1	9,1	4,9	19,6
88	VOSGES	1,3	7,4	10,1	4,2	3,7	2,8
89	YONNE	0,7	5,7	8,5	3,6	6,2	5,5
90	TERRITOIRE DE BELFORT	1,6	8,6	14,7	5,5	4,5	9,9
91	ESSONNE	0,9	7,5	16,2	4,4	5,6	4,6
92	HAUTS DE SEINE	0,7	10,5	17,7	2,5	6,5	5,8
93	SEINE ST DENIS	1,0	7,3	21,5	3,4	5,9	4,3
94	VAL DE MARNE	0,8	6,4	11,1	3,3	6,3	2,4
95	VAL D'OISE	1,0	9,5	28,7	6,5	7,2	15,4

ANNEXES

(Tous les montants sont exprimés en euros)

1. LES RESULTATS COMPTABLES ET TECHNIQUES

(1) A partir de 1994 les chiffres officiels de l'ACAM n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de la CEE, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des primes du marché national.
(p) Provisoire

- Evolution des cotisations (en millions d'euros)
  Source : états comptables A1/C1

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994(1)
Cotisations (primes nettes)	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729
Variations (en %)	--	--	--	+ 12,5	+ 3,5	+ 5,6	+ 5	+ 3,9	+ 4,7	+ 1,1	+ 5,3	+ 3,4	+ 10,3

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	**2007(p)**
Cotisations ACAM(1) (primes nettes)	747	773	766	763	777	965	995	1 096	1 165	1 213	1 237	1 242	nd
Variations (en %)	+ 2,5	+ 3,5	- 0,9	- 0,4	+ 1,8	+ 24,2	+ 3,1	+ 10,2	+ 6,3	+ 4,1	+ 2,0	+ 0,4	nd

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	**2007(p)**
Cotisations FFSA(2) (primes nettes)	764	791	785	784	799	999	1 043	1 141	1 242	1 292	1 323	1 322	1 348
Variations (en %)	+ 4,8	+ 3,5	- 0,8	- 0,1	+ 1,9	+ 25,0	+ 4,4	+ 9,4	+ 8,9	+ 3,7	+ 2,4	- 0,2	+ 2,0

(2) Chiffres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de la CEE.

- Historique de la part des cotisations cédées aux réassureurs
  Source : états comptables A1/C1

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994(1)
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	53,8	62,5	71,0	70,4	68,2	55,5	44,3	45,3	44,1	42,4	43,0	45,2	47,1

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	**2007(p)**
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	48,9	51,3	43,6	46,1	46,6	57,9	57,6	56,7	62,3	61,3	58,0	59,3	59,8

- Les provisions d'égalisation (en millions d'euros, à la clôture de l'exercice inventorié)
  Source : états comptables A1/C1 et rapport de la CCR

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994(1)
Assureurs directs	156	199	310	324	347	301	195	249
CCR	338	394	416	467	483	525	499	406
Ensemble	494	593	726	791	831	826	694	655

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	**2007(p)**
Assureurs directs	284	367	427	393	254	313	344	301	294	291	301	255*	240
CCR	349	300	310	230	155	261	426	591	340	418	531	900	1 271
Ensemble	633	667	738	623	409	574	770	892	634	708	832	1 155	1 511

*Remarque : le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs s'inscrit en baisse alors que les dotations 2007 sont positives de 24 M€ (cf p. 4). Cette apparente contradiction est le fait d'une société importante qui a réaffecté son stock de provisions à la branche dommages aux biens des particuliers.

RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE (1982-2007)

* A partir de 1994, les chiffres officiels de l'ACAM n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de la CEE, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des cotisations du marché national.

(p) Provisoire

- Détail du compte de résultat technique par année comptable

Source : états comptables A1

En millions d'euros	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994*
RESSOURCES													
Primes nettes	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729
Produits Financiers	4	8	10	11	15	22	33	42	39	46	54	56	53
CHARGES													
Prestations et frais(1)	3	317	132	36	26	84	280	188	234	99	339	548	742
Dotations aux provisions(2)	173	-6	- 98	- 35	8	89	146	-211	64	155	232	355	- 288
Sous- total sinistres	*177*	*311*	*34*	*1*	*34*	*173*	*426*	*- 23*	*298*	*254*	*571*	*903*	*455*
Sous- total chargements	*9*	*35*	*99*	*113*	*122*	*131*	*133*	*140*	*154*	*172*	*165*	*164*	*171*
REASSURANCE													
Primes acquises réassureurs	47	197	303	338	339	292	245	260	265	257	275	299	343
Part des réassureurs dans les charges(3)	146	347	93	74	92	164	269	49	195	150	303	524	293
Solde de réassurance	*99*	*150*	*-211*	*-264*	*-248*	*-127*	*24*	*-211*	*- 70*	*-107*	*28*	*225*	*- 51*
Dotations aux provisions d'égalisation(4)	-1	2	- 43	- 43	- 53	- 71	- 50	-114	- 20	- 26	43	106	- 58
Résultat technique	***35***	***-4***	***48***	***69***	***55***	***44***	***- 3***	***169***	***96***	***92***	***27***	***- 15***	***44***

(1) Nettes de recours et y compris frais de gestion des sinistres
(2) Dotations aux PSAP nettes de recours + Dotations aux autres provisions techniques
(3) Prestations payées + dotations + commissions reçues des réassureurs
(4) Dotations aux autres provisions techniques

RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE (1982-2007)

Nota : A partir de 1994 les chiffres officiels de l'ACAM n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de la CEE, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des cotisations du marché national.
** La totalisation 2007 repose sur les données exploitées par la FFSA, l'ACAM n'ayant pas publié de totalisations, même provisoires, sur l'exercice 2007 à la date de publication de ce document.

- Détail du compte de résultat technique par année comptable

Source : états comptables C1

En millions d'euros	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006®	**2007**(p)**	**Total depuis 1982**
RESSOURCES														
Primes nettes[1]	764	791	785	784	799	999	1 043	1 141	1 242	1292	1 323	1 322	**1 348**	**20 331**
Produits Financiers	41	40	54	75	114	109	85	50	65	75	76	102	**93**	**1 373**
CHARGES														
Prestations et frais[2]	663	450	331	408	513	849	626	816	706	899	470	494	**630**	**10 884**
Dotations aux provisions[3]	29	21	112	530	685	-528	-170	77	634	-383	396	-108	**60**	**1 940**
Sous- total sinistres	*691*	*472*	*443*	*938*	*1198*	*321*	*456*	*893*	*1340*	*516*	*866*	*386*	***690***	***12 824***
Sous- total chargements	*129*	*139*	*141*	*139*	*149*	*175*	*184*	*195*	*191*	*215*	*218*	*209*	***210***	***3 902***
REASSURANCE														
Primes acquises réassureurs	377	405	344	362	372	578	600	648	774	794	767	783	**806**	**11 070**
Part des réassureurs dans les charges[4]	478	302	274	520	704	179	241	595	819	300	449	193	**415**	**8 168**
Solde de réassurance	*100*	*-103*	*- 70*	*158*	*333*	*-399*	*-358*	*-52*	*46*	*- 492*	*-318*	*- 591*	***- 391***	***-2 909***
Dotations aux provisions d'égalisation[5]	23	63	66	- 35	-143	63	28	-37	-3	- 21	+ 30	+ 24	**-14**	**-288**
Résultat technique	***54***	***51***	***120***	***- 24***	***22***	***111***	***89***	***62***	***- 204***	*124*	***-22***	*+ 227*	***134***	***1 401***

(1) Chiffres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de la CEE
(2) Nettes de recours et y compris frais de gestion des sinistres
(3) Dotations aux PSAP nettes de recours + Dotations aux autres provisions techniques
(4) Prestations payées + dotations + commissions reçues des réassureurs
(5) Dotations aux autres provisions techniques

(p) Provisoire
® Revu

- Evolution du coût global (en millions d'euros) par exercice de survenance
  Source : états comptables B10/C10

(1) A partir de 1994 les chiffres officiels n'intègrent pas les succursales étrangères d'un pays de la CEE

VU FIN DE	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994(1)
1ère année	250	230	24	14	39	151	367	27	267	53	361	654	291
dernier état connu	250	241	24	15	55	200	335	163	481	221	437	721	367

VU FIN DE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	**2007**
1ère année	550	325	204	325	937	446	462	1 033	1276	177	340	314	**615**
dernier état connu	742	725	488	484	779	396	355	1 235	2 245	165	405	315	

- « Triangle » des rapports sinistres à primes (en %)
  Source : états comptables B10/C10

VU FIN DE	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994(1)
1ère année	6	3	8	30	70	5	46	9	58	100	42
2ème année	6	3	13	39	65	12	73	18	72	104	47
3ème année	6	3	12	37	62	18	89	29	74	104	49
4ème année	6	3	11	36	62	24	99	36	77	108	48
5ème année	6	3	12	38	59	29	105	39	81	111	52
6ème année											

VU FIN DE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	**2007**
1ère année	76	43	27	43	129	49	47	96	111	15	30	27	**46**
2ème année	86	63	54	55	114	49	42	96	136	12	25	24	
3ème année	90	84	61	54	106	43	39	102	170	12	31		
4ème année	95	88	60	57	101	42	38	106	173	13			
5ème année	93	87	60	58	101	42	37	105	181				
6ème année		95	65	65	105	47	40	108					

- Part des paiements effectués dans l'ensemble de la charge des sinistres

  Source : états comptables B10/C10

VU FIN DE	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994(1)
1ère année	39	28	27	28	43	33	67	21	42	22	38
2ème année	85	84	81	80	90	56	58	45	79	82	77
3ème année	95	94	94	92	96	51	69	60	85	88	84
4ème année	97	98	97	97	98	62	80	70	90	90	87
5ème année	99	99	98	99	99	72	86	78	91	92	84
6ème année											

VU FIN DE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	**2007**
1ère année	60	37	22	11	15	18	30	43	11	10	14	10	**26**
2ème année	80	52	37	32	72	59	68	77	48	45	39	39	
3ème année	84	57	50	46	82	76	80	80	48	56	36		
4ème année	87	69	63	61	90	83	89	84	57	59			
5ème année	89	78	77	71	92	87	93	89	67				
6ème année		80	78	76	92	85	92	91					

2. HISTORIQUE DES FREQUENCES DES SINISTRES PAR CATEGORIE D'ASSURES (SOCIETES FFSA)

Source : Enquête FFSA

Les chiffres ci-après sont observés en fin de 1ère année

Fréquence en ‰	1982*	1983*	1984*	1985*	1986*	1987*	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Particuliers	10,2	6,1	0,2	0,1	0,5	4,4	1,4	0,3	1,0	0,3	1,3	2,5	1,2
Entreprises(1)	12,5	10,0	0,6	0,4	0,9	6,2	3,6	0,6	2,2	0,4	3,2	4,4	2,0
Agricoles	68,8	14,2	0,3	0,3	0,7	31,6	1,6	2,5	0,8	0,4	1,7	3,0	1,8
Ensemble	**12,5**	**6,7**	**0,3**	**0,1**	**0,5**	**5,3**	**1,6**	**0,4**	**1,2**	**0,3**	**1,5**	**2,7**	**1,3**

Fréquence en ‰	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Particuliers	1,8	1,2	0,8	1,1	3,1	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,5	0,9
Entreprises(1)	3,8	1,7	1,2	1,7	5,2	3,9	1,5	} 2,1					
Agricoles	2,3	1,7	1,0	1,9	7,0	0,4	nd		2,2	0,5	0,7	0,2	0,8
Ensemble	**2,1**	**1,3**	**0,9**	**1,2**	**3,5**	**1,3**	**1,4**	**2,1**	**1,9**	**0,6**	**0,8**	**0,4**	**0,9**

* *Pour ces années, la chronique des fréquences inclut la sinistralité tempête.*

(1) A partir de 2001 les entreprises regroupent l'ensemble des professionnels (y compris agricoles).

3. HISTORIQUE DES FREQUENCES POUR LES DEPARTEMENTS LES PLUS SINISTRES SUR LA PERIODE 1988-2007 (SOCIETES FFSA)

Source : Enquête FFSA

Fréquence en ‰	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
30, Gard	87,7	0,0	1,5	0,9	1,2	2,0	3,3	3,0	0,4	6,0	2,4
08, Ardennes	0,2	0,0	0,2	14,7	0,0	68,8	0,4	66,8	0,0	0,0	0,6
11, Aude	0,5	2,6	0,5	0,0	35,4	0,5	1,7	0,1	7,4	5,4	0,3
84, Vaucluse	0,5	0,0	0,5	1,3	37,3	12,3	12,1	0,1	0,1	0,1	0,3
20, Corse	0,6	1,9	0,1	0,0	1,2	37,4	6,9	0,1	1,2	0,4	0,0
47, Lot et Garonne	0,9	20,9	0,1	0,1	0,8	15,8	0,0	0,1	0,3	0,2	1,6
81, Tarn	2,2	0,0	1,2	0,0	3,9	0,0	3,2	2,0	2,8	0,3	1,0
66, Pyrénées-Orientales	0,0	0,8	0,0	0,0	15,2	0,0	0,6	0,2	4,5	0,4	0,0
74, Haute-Savoie	0,1	0,0	1,5	0,0	0,1	1,1	1,0	0,2	40,2	0,4	0,1
90, Territoire de Belfort	0,6	0,0	32,3	0,0	0,0	0,3	0,1	0,7	0,0	0,1	0,1
France entière	1,6	0,4	1,2	0,3	1,5	2,7	1,3	2,1	1,3	0,9	1,2

Fréquence en ‰	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne arithmétique
30, Gard	3,7	0,1	0,5	63,0	12,2	10,7	5,9	0,1	0,0	10,2
08, Ardennes	0,0	0,1	0,1	0,7	1,8	8,6	0,0	0,1	0,4	8,1
11, Aude	60,3	0,5	0,1	0,2	1,3	6,2	1,5	1,6	0,0	6,3
84, Vaucluse	0,5	0,4	0,0	20,6	13,2	4,2	0,1	0,0	0,1	5,2
20, Corse	10,9	0,4	0,0	0,2	0,3	3,0	0,3	0,5	0,0	3,2
47, Lot et Garonne	1,8	0,2	0,1	0,6	5,2	2,8	0,3	0,1	0,8	2,7
81, Tarn	22,7	0,8	0,1	0,3	7,7	2,4	0,2	0,5	0,3	2,6
66, Pyrénées-Orientales	24,5	0,1	0,0	0,1	0,5	2,3	0,2	0,1	0,0	2,6
74, Haute-Savoie	0,3	0,1	0,0	0,4	0,2	3,1	0,1	0,0	0,2	2,5
90, Territoire de Belfort	2,4	0,0	2,1	0,2	1,9	2,0	0,0	0,0	0,4	2,2
France entière	3,5	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,4	0,9	1,3

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES
26, BD HAUSSMANN 75311 PARIS CEDEX 09